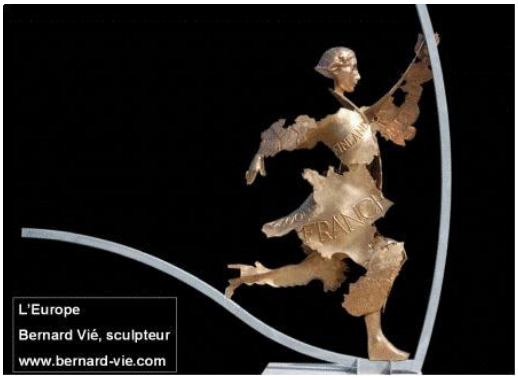
Nouvelles d'Europe - Octobre 2008 – N°0842

Crise financière



14 octobre 2008

Emissions d'information sur l'Europe assurées par **François Vié**. Diffusion sur Radio PFM (99.9) le mardi à 6h 45, le mercredi à 8h, le jeudi à 11 h, le vendredi à 14h.

Les émissions peuvent être écoutées et téléchargées sur le site **radiopfm.com** rubrique « son ». Taper dans Google « Nouvelles d'Europe » ou « radio Pfm »

La crise financière qui vient des Etats Unis menace le système bancaire européen et l'économie européenne.
On voit la rapidité avec laquelle les américains ont réagi pour laisser sombrer certaines institutions financières américaines et au contraire pour en sauver d'autres en les nationalisant ou en prévoyant de leur racheter leurs créances pourries. L'Europe a-t-elle les mêmes moyens de réagir ?

Concernant l'aspect monétaire de la crise, c'est à dire le prêt aux banques des sommes qui leur sont nécessaires, et l'ajustement du prix de l'argent, c'est à dire les taux d'intérêt, la BCE, la Banque Centrale Européenne, a fait le nécessaire et a le pouvoir de réagir rapidement.
Par contre le contrôle des banques reste au niveau national. Que se passerait-il si une banque de taille européenne venait à défaillir ? Seuls les états auraient la possibilité, en cas de besoin, de nationaliser une banque ou de garantir ses dépôts. Encore faudrait-il que cela ne soit pas interdit par les règles de la politique de concurrence européenne qui limitent les aides des états au nom d'une concurrence non faussée. Sans compter que certains états comme la France n'ont aucune marge de manœuvre budgétaire pour le faire.

Des mesures sont en préparation au niveau européen : révision des règles de prudence imposées aux banques, enregistrement des agences de notation financières.
Mais il faut aller beaucoup plus loin. Le Parlement européen vient de voter massivement le rapport Rasmunssen qui demande une législation européenne sur les activités financières les plus risquées : fonds spéculatifs et les fonds de capital investissements.
D'autres propositions sont formulées notamment par la France, qui préside l'Union actuellement : libeller davantage les contrats en Euro, plutôt qu'en dollars ; réviser les normes comptables, rapprocher de la BCE les systèmes nationaux de contrôle des banques et des assurances, assurer plus de transparence dans les transactions.

Au-delà, l'Europe devra être partie prenante de réformes de fond du système financier international, et parler d'une seule voix.
Pour le moment on entend peu la Commission européenne. Seul JC Trichet , président de la BCE parle clair en affirmant « C'est le corps tout entier du système qui doit être revu »
La crise actuelle annonce la fin d'un système où l'Amérique vit à crédit, financée par les pays émergeants. C'est probablement un coup d'arrêt à la suprématie de l'économie américaine et du dollars. L'Europe et l'Euro verront leurs rôle s'accroître.

Pour cela les européens doivent s'organiser.
Pour reprendre le mot de Jean Arthuis, sénateur et ancien ministre des finances, « La crise rend nécessaire l'Europe politique »

Sources : Touteleurope, Europemidi (Mouvement européen), Euractiv, Oui à l'Europe, Sinople, Agence Europe, Fondation Robert Schuman, presse quotidienne et hebdomadaire française dont Le Monde, Courrier International.